

mesures qui pourraient s'imposer si Saddam Hussein continuait de défier le reste du monde. Ces questions ont alors été pleinement débattues. Et depuis le 15 janvier, nous avons débattu la question de savoir s'il fallait ou non continuer d'appuyer l'ONU et ses résolutions. Depuis le 2 août dernier, la Chambre a discuté pendant plus de 75 heures de la conduite à tenir à l'égard de la crise du Golfe. Le débat a été chez nous beaucoup plus long qu'il l'a été au Royaume-Uni, en Australie, en France, aux États-Unis et dans d'autres démocraties du monde.

Quand nous avons commencé par envoyer nos navires dans le Golfe, il y avait un urgent besoin de couper court à toute autre velléité d'agression. Au fil des jours, comme il devenait de plus en plus clair que Saddam Hussein était résolu à garder le Koweït et de moins en moins certain que les sanctions suffiraient à l'en faire sortir, la communauté mondiale s'est rendu compte qu'il faudrait recourir à la force. Quand nous avons voté dans cette Chambre le 29 novembre, nous votions pour la résolution 678 de l'ONU, qui autorisait l'usage de la force à partir du 15 janvier, et qui a été adoptée à New York ce même jour. Le Congrès américain a débattu une motion analogue, pour la première fois, lors de la deuxième semaine de janvier, soit environ six semaines plus tard.

Le Parlement a eu maintes fois l'occasion de s'exprimer sur les principes en cause, comme il se devait. Et le gouvernement a assumé la responsabilité des décisions prises, comme le commande son devoir. Nous sommes convaincus d'avoir respecté à la fois la lettre et l'esprit de la loi. J'invite donc tous les députés, y compris ceux qui étaient peut-être d'un avis différent avant le 29 novembre ou avant le 15 janvier, à appuyer la motion dont nous sommes saisis pour réaffirmer le soutien du Canada à l'ONU.

Aucun Canadien n'a voulu cette guerre. Tous souhaitaient la paix. Le monde a donné à Saddam Hussein le choix entre la guerre et la paix et il a opté pour la guerre. Étant donné le choix qu'il a fait de façon délibérée, le Canada a adopté une attitude résolue et inébranlable. Nous avons choisi de nous ranger du côté des Nations Unies et de nous opposer à l'agression. Nous avons choisi de nous tenir debout et d'intervenir quand la liberté et la paix mondiale sont menacées.

Le 11 décembre 1957, à l'Université de Aula à Oslo, Lester B. Pearson a dit, en acceptant son prix Nobel de la paix : "...Il ne peut y avoir de paix durable et 'créative' si les gens ne sont pas libres. L'instinct de liberté individuelle et nationale ne peut être réprimé et toute tentative de le faire de la part d'un gouvernement totalitaire et despotique aboutira non seulement à des troubles intérieurs mais à un conflit international."

Décidons tous ensemble, aujourd'hui, d'appuyer l'ONU non seulement dans ses paroles, mais dans ses actes également. Apportons ensemble notre contribution à la libération du Koweït. Et travaillons ensemble au rétablissement de la